

Colloque International sur:
« Marché du Travail et Genre dans les Pays du Maghreb :
Spécificités, Points communs et synergies avec l'Europe »
Rabat, Avril 2003

« L'ACTIVITE FEMININE EN ALGERIE :
REALITES ET PERSPECTIVES »

BOUTALEB Kouider
Maître de conférence
Facultés des sc.éco
Université de TLEMCEM
ALGERIE
Tél/Fax : 043.60.98.26
E.Mail: Kouiderboutaleb@hotmail.com

BOUALALI Aïcha
Doctorante
Facultés des sc.éco
Université de TLEMCEM
ALGERIE

RESUME

L'activité féminine en Algérie est loin d'être socialement « normalisée » bien que le droit du travail et la constitution excluent toute forme de discriminations. Autrement comment peut-on expliquer la très faible participation des femmes au marché du travail ? L'Algérie présente en effet la particularité (partagée par un seul pays Africain à savoir la Lybie) d'avoir un taux d'activité féminine très faible ; un des plus bas sinon le plus bas dans le monde, à peine 12% de la population active totale occupée en 2000. Néanmoins on observe que l'activité des femmes se développe. Les données disponibles permettent en effet de relever qu'une part de plus en plus, importante de femmes se porte sur le marché du travail en quête d'un emploi rémunéré. S'agit-il d'une tendance lourde qui s'inscrit dans la durée ou simplement une attitude dictée par la conjoncture économique marquée par l'extension de la pauvreté des ménages c'est ce que nous tenterons de voir dans cette modeste contribution après avoir passé en revue les données disponibles sur l'activité féminine.

BOUTALEB Kouider
Maître de conférence
Facultés des sc.éco
Université de TLEMCEM
ALGERIE
Tél/Fax : 043.60.98.26
E.Mail: Kouiderboutaleb@hotmail.com

BOUALALI Aïcha
Doctorante
Facultés des sc.éco
Université de TLEMCEM
ALGERIE

INTRODUCTION

L'activité féminine en Algérie est loin d'être socialement « normalisée » bien que le droit du travail et la constitution excluent toute forme de discriminations. Autrement comment peut-on expliquer la très faible participation des femmes au marché du travail ? L'Algérie présente en effet la particularité (partagée par un seul pays Africain à savoir la Lybie) d'avoir un taux d'activité féminine très faible ; un des plus bas sinon le plus bas dans le monde, à peine 12% de la population active totale occupée en 2000. Néanmoins on observe que l'activité des femmes se développe. Les données disponibles permettent en effet de relever qu'une part de plus en plus, importante de femmes se porte sur le marché du travail en quête d'un emploi rémunéré. S'agit-il d'une tendance lourde qui s'inscrit dans la durée ou simplement une attitude dictée par la conjoncture économique marquée par l'extension de la pauvreté des ménages c'est ce que nous tenterons de voir dans cette modeste contribution après avoir passé en revue les données disponibles sur l'activité féminine.

BOUTALEB Kouider
Maître de conférence
Facultés des sc.éco
Université de TLEMCEM
ALGERIE
Tél/Fax : 043.60.98.26
E.Mail: Kouiderboutaleb@hotmail.com

BOUALALI Aïcha
Doctorante
Facultés des sc.éco
Université de TLEMCEM
ALGERIE

I- L'évolution de la population active

1-1/ La population active totale :

La population active potentielle telle que définie par les services de la planification à savoir l'ensemble de la population âgée de 15 à 59 ans (population susceptible de travailler) a connue une évolution assez importante aussi bien du point de vue de ses effectifs que de sa structure par age, selon le milieu d'habitat (rural, urbains) et le niveau d'instructions.

Evolution de la population active 1987/2000

					Variation annuelle		Accroissement annuel moyen %	
	1987	1997	1998	2000	98/87	2000/87	98/87	2000/97
Population active totale	5.341.102	8.072.000	8.326.624	8.860.000	257.000	263.000	+ 3,93	+ 3,15
Dont : M	4.848.660		6.761.620		173.905		+ 3,07	
F	492.422		1.406.005		83.051		+ 10	
Taux brut d'activité (%)	26,60		27,90					
Dont : M	42,43		45,70					
F	4,40		9,71					
Taux net d'activité (%)	47,04		48,81					
Dont : M	85,08		80,07					
F	8,70		16,96					

Source : ONS données statistique n° 294-305-326

En terme d'effectifs l'accroissement observé durant la décennie 1987/1998 est estimé à 3,9% annuellement soit une offre additionnelle de travail annuelle de quelque 257 000 personnes. Les effectifs étant passé de 5.341.102 personnes en 1987 à quelque 8.167.624 personnes en 1998. Sur la période 1987/2000, le taux d'accroissement annuel à quelque peu diminué (conséquence de la baisse du taux d'accroissement naturel de la population observé depuis la moitié de la décennie 1980) puisqu'il se chiffre à 3,15% mais l'accroissement en terme d'effectif a plutôt progressé puisque on note une offre de travail annuelle supplémentaire de 263 000 personnes.

Le taux brut d'activité qui traduit le rapport population active/population totale est passé quant à lui de 25,6% en 1987 à 27,9% en 1998. il est un des plus faible au monde.

1-2/ La population active féminine :

La population active féminine a augmenté au taux annuel moyen de 10% durant la décennie considérée à savoir 1987/1998 alors que pour les hommes le rythme d'accroissement a été de 3,07%. En terme d'effectifs la population active féminine est passé de 492.442 en 1987 à 1 406.005 en 1998, soit un rythme de croissance 3 fois plus rapide que celui de la population active totale.

Cette évolution s'explique selon les analyses recoupées^① par différents facteurs dont le principal serait la généralisation de l'enseignement obligatoire qui a permis l'accès à l'éducation à un plus grand nombre de filles (la parité étant désormais atteinte avec les garçons particulièrement au niveau de l'important pallier du secondaire) mais aussi par des besoins économiques. La détérioration continue du marché du travail depuis 1986 (rétrécissement considérable du rythme de création d'emploi suite à l'effondrement des prix des hydrocarbures et donc des investissements intervenu en 1986) amplifiée par les effets du Programme d'Ajustement Structurel (1994) en matière de compression d'effectif a eu pour conséquence l'extension considérable du chômage qui touche présentement plus de 30% de la population active totale. Par ailleurs les réformes monétaires (dévaluation successive de la monnaie nationale (le Dinar)) d'une part et la libéralisation des prix d'autre part ont fortement réduit le pouvoir d'achat des salariés et conséquemment étendu la pauvreté à de large couche de la population^②, ce qui a poussé les femmes à se porter sur le marché du travail en quête d'un emploi rémunéré.

Cependant si on observe les causes qui sont à l'origine de l'accroissement de l'activité féminine en Europe ou le taux d'activité des femmes est de 48% en France^③ chiffre qui a augmenté de 30 points en 30 ans, à savoir :

- la baisse de la fécondité qui encourage les femmes à être de plus en plus indépendantes et donc à travailler pour obtenir des revenus indépendants de ceux du mari.

- La hausse des qualifications chez les femmes ;

On peut dire qu'au delà des facteurs économiques qui ont certainement une part d'explication dans cette évolution de l'activité féminine, on observe en Algérie le même phénomène observé en Europe. En effet l'indice synthétique de fécondité est passé de 7,9 enfants par femmes en 1970 à 7 en 1980 puis à 3,6 en 1996 (en Europe il est de l'ordre de 1,5 à 2) l'âge moyen au premier mariage à aussi nettement reculé puisqu'il est passé de 18,3 ans en 1966 à 20,9 ans en 1977 et à 25,9 ans actuellement^④). Quant à la qualification des femmes elle a nettement progressé grâce aux effets de la scolarisation et de la formation professionnelles où les filles sont présentes au même titre et pratiquement aux mêmes proportions que leur homologues masculins.

Evolution du taux de scolarisation (6-15 ans) entre 1987 et 1998 en %

	1987	1998	Ecart
Ensemble	79,9	81,6	+ 1,7
Garçon	87,7	84	+ 3,7
Fille	71,6	79,2	+ 7,8

Source : ONS (RGPH : 1987 et 1998)

Comme on peut l'observer sur le tableau le taux de scolarisation des filles âgées de 6 à 15 ans est passé de 71,6% à 79,2 durant la décennie 1987/1998 alors qu'il se chiffrait à 32,9% en 1962. Les filles accèdent aujourd'hui presque autant que les garçons à l'enseignement et la période de scolarisation des filles est même plus longue que celle des garçons.

On est donc certainement devant un phénomène (l'activité féminine) dont le développement rapide qui a été constaté durant cette dernière décennie ne pourra que se maintenir à l'avenir.

1-2-1- Répartition de la population active féminine selon le niveau d'habitation :

L'accroissement de la population active féminine n'est pas homogène. Les données de la dernière enquête sur les dépenses des ménages réalisée en 2000 par l'O.N.S®... sur un échantillon de 22 595 individus rendue publique le 13/06/2001 montre en effet que la population active féminine est 3,5 fois plus importante en milieu urbain que dans le monde rural ou semble-t-il les pesanteurs sociologiques demeurent plus prégnantes. La part des femmes actives en zones urbaines représente ainsi près de 77% de la population active féminine totale en 2000.

1-2-2- Répartition de la population active féminine selon l'âge :

La répartition de la population active féminine par âge montre, selon les données statistiques de 1998 mais aussi de 2000, que les femmes actives occupées et à la recherche d'un emploi sont relativement plus jeunes que les hommes. Ainsi, et à titre d'illustration il est observé qu'en 2000, 56% des femmes actives sont âgées de moins de 40 ans dont près de la moitié (24%) appartient à la tranche d'âge 25-29 ans et 21% à la tranche d'âge 20-24 ans®.

1-3- Les taux d'activité brut et net :

Les données statistiques montrent que selon le genre le taux brut d'activité des femmes demeure encore très faible, en comparaison avec le taux d'activité des hommes. Ce taux se situait à 9,71% en 1998 alors que pour les hommes il est de l'ordre de 45,70%. Il faut noter toutefois qu'en terme d'accroissement le taux brut d'activité des femmes a plus que doublé entre 1987 où il se chiffrait à 4,40% et 1998.

alors qu'en ce qui concerne les hommes l'accroissement a été de quelques pour cents seulement puisqu'en 1987 ce taux était de 42,43.

Pour ce qui est du taux net d'activité qui traduit le rapport entre population active/ population en age de travailler ; globalement il a très peu évolué durant ces 12 dernières années puisqu'il s'est établi à près de 48,81% en 1998 alors qu'il était de l'ordre de 47,3% en 1987 soit une progression de 1,5 points de pourcentage seulement.

Par contre le taux net d'activité féminine a pratiquement doublé en passant de 8,7% en 1987 à 16,96% en 1998 alors que pour les hommes ce taux a connue une baisse puisqu'il est passé de 85,08 en 1987 à 80,07 en 1998. Cette évolution est révélatrice de la réduction des effectifs occupés, conséquence directe de la dégradation du marché du travail qui a touché essentiellement les hommes à travers les compressions des effectifs de travailleurs dans les entreprises publiques nationales (plus de 600.000 postes de travail supprimés durant la dernière décennie)⑦.

Toutefois les taux d'activité des femmes brut ou net, malgré leur accroissement sensibles, demeurent modestes en comparaison à ceux enregistrés en Europe mais surtout dans les pays sociologiquement et culturellement similaires et voisins (Maroc et Tunisie à titre d'exemple).

Activité et chômage des femmes (en %)
En Algérie, Maroc et Tunisie

	Taux d'activité globale	Taux d'activité féminine	Taux de chômage globale	Taux de chômage féminin
Algérie	26,5	8,9	28,1	38,4
Maroc	32,6	15	15,9	21,7
Tunisie	29	12,2	15,3	20,9

Source : ONS : enquête sur les niveaux de vie 1995

II/ L'évolution de la population active féminine occupée et au chômage :

2-1- L'évolution de la population active féminine occupée :

la proportion des femmes occupées dans la population totale occupée, bien que progressant régulièrement demeure toutefois encore très faible alors qu'elles représentaient à peine 7,7% en 1977 ; elle est passé à 10% en 1982 puis à 11,6% en 1992.

Evolution de la population active occupée 1977/1992

	1977	1982	1992
Population occupée totale (hommes + femmes)	2.336.970	3.473.900	4.543.000
Femmes occupées dont :	180.230	344.800	528.000
- secteur formel	138.000	244.800	365.000
- Travail à domicile	42.000	100.000	163.000
Emploi féminin dans l'emploi total (%)	7,7	10	11,6

ONS : Données statistiques n°294

Comme on peut le constater et la dernière enquête de l'ONS sur la consommation des ménages ® confirme cette faiblesse du taux d'occupation des femmes en Algérie malgré encore une fois l'évolution positive du taux d'occupation observée depuis plus d'une décennie. Les femmes Algériennes selon les chiffres de l'ONS ne représentent en 2000 que 12,18% de la population active occupée, selon les critères du BIT faut-il le préciser appliqués par l'ONS : une personne « occupée » est censée avoir exercé une activité rémunérée d'au moins une heure pendant la semaine de référence du sondage en l'occurrence la dernière semaine de février 2000 pour cette enquête de l'ONS, soit 697 683 femmes contre 5.028.238 hommes.

2-2 La répartition de la population féminine occupée par statut professionnel :

L'emploi dans le secteur formel couvre en général l'emploi salarié dans le secteur public, localisé surtout en milieu urbain et concentré dans l'administration et les services collectifs en particulier la santé et l'éducation. En 1992, 84% des femmes occupaient des emplois dans le secteur public contre 52,3% dans le cas de leur homologues masculins. L'administration (y compris l'éducation et la santé) demeure le plus grand employeur avec 61,3% de l'emploi féminin avant les services 23%, l'industrie 7,3% et le commerce 4,5% (selon les chiffres de l'ONS (2000)).

Cette forte concentration des effectifs féminins dans l'administration au sens large explique sans doute le taux de solarisation relativement plus élevée des femmes. Il était de 83,2% pour les femmes contre 69,7% pour les hommes en 1992. A contrario ce taux élevé de la solarisation des femmes traduit le faible présence des femmes dans la catégorie d'«employeurs» ou d'«indépendants».

Quant au travail à domicile qui se rapporte généralement à des activités traditionnelles (coutures, broderie, tapisserie, artisanat, pâtisserie...) mais aussi au travail domestique (ménage, garde d'enfant,...) il progresse rapidement puisque le nombre des femmes concernées est passé de 42 000 en 1977 à 100.000 en 1987 puis à 163 000 en 1992 selon les données de l'ONS.

Cette catégorie de travailleuses note une étude du CENEAP n'a quasiment aucun niveau d'instruction et se trouve souvent dans l'obligation de subvenir aux besoins de leur familles (maris souvent au chômage) dont elles deviennent le chef et le revenu principal⁹. Ainsi donc si les femmes occupées, en grande partie salariées participent à l'économie moderne, le travail à domicile, travail informel, travail au noir ou économie informelle constitue une réponse à la crise du marché de l'emploi et à la baisse des revenus des ménages¹⁰.

2-3 L'évolution du chômage féminin :

2-3-1- L'évolution du chômage global :

Globalement le chômage en Algérie a fortement progressé depuis 1986. En 2000 le nombre de chômeur a été évalué à plus de 2,4 millions de personnes soit près de 30% de la population active totale ; alors qu'il représentait 18,2% en 1986. Cette aggravation du chômage résulte non seulement de la baisse sensible de création d'emploi, en raison de la réduction voir de l'arrêt des investissements publics dès 1986 mais également des compressions d'effectifs induites par les plans de restructuration des entreprises mis en œuvre à partir de 1994 dans le cadre de l'application du plan d'ajustement structurel. En effet ces restructurations se sont traduites par des licenciements massifs (plus de 600 postes de travail perdus) sans que de nouveaux emplois ne soient offerts en quantité significative. L'offre d'emploi a non seulement baissé mais elle a également été profondément transformée. En effet l'emploi salarié garanti par l'état et à durée indéterminée se raréfie pendant que se développe l'emploi temporaire et peu qualifié. C'est ainsi que les emplois alternatifs à faible valeur ajoutée, institués dans le cadre du dispositif d'aide à l'emploi des jeunes deviennent de plus en plus importants relativement aux emplois permanents⁽¹¹⁾. Par ailleurs l'emploi dans le secteur informel progresse considérablement puisqu'on estime qu'il concerne près de 1.200.000 personnes soit près de 17% de la population active⁽¹²⁾.

Evolution du taux de chômage globale

Année	1985	1986	1989	1991	1994	1995	1996	2000*
%	16	18	19,1	21	24,4	28,1	28,3	29,80

Source :ONS n° spécial 35/1997

* estimation récente.

2-3-2- Le chômage féminin :

Le chômage féminin émerge désormais comme une tendance forte alors qu'il était jusque là relativement limité. Il est vrai que durant cette dernière décennie comme nous l'avons relevé précédemment de plus en plus de femmes se présentent sur le marché du travail à la recherche d'un emploi ; lequel marché en état de crise prolongée n'arrive pas à les observer. D'où l'élargissement du chômage des femmes, dont le taux ⁽¹³⁾ serait de 29,72 en 2000 (29,78 pour les hommes). Ce que confirme

l'enquête ménage réalisée par le CENEAP (14) qui montre que la population féminine au chômage va croissante depuis 1993. L'échantillon de 2001 ménages analysé par le CENEAP est composé de 10.934 personnes dont :

- 329 chômeurs ayant travaillé et à la recherche d'un emploi.
- 40 chômeurs ayant déjà travaillé et ne recherchant pas d'emploi.
- 718 chômeurs n'ayant jamais travaillé et recherchant un emploi.
- 359 chômeurs n'ayant jamais travaillé et ne recherchant pas d'emploi.

Sur la base de ces données, ventilées par sexe deux taux de chômage sont calculés. Le premier taux inclus les chômeurs ne cherchant pas à travailler, alors que le second taux ne les prend pas en compte. Les résultats de ces calculs sont synthétisés dans les deux tableaux suivants :

Taux de chômage par sexe non inclus
les chômeurs ne cherchant pas à travailler

Situation	Hommes	Femmes	Total
Occupés	2142	640	2782
Chômeurs ayant déjà travaillés	278	51	329
Chômeurs n'ayant jamais travaillés	466	252	718
Total des chômeurs	744	303	1047
Taux de chômage en (%)	25,78	32,13	27,34

Source : CENEAP : enquête « ménage » 2001

Taux de chômage par sexe y compris
Les chômeurs ne cherchent pas à travailler

Situation	Hommes	Femmes	Total
Occupés	2142	640	2782
Chômeurs ayant déjà travaillés	298	53	351
Chômeurs n'ayant jamais travaillés	594	483	1077
Total des chômeurs	892	536	1428
Taux de chômage en (%)	29,4	45,58	33,92

Source : CENEAP : enquête « ménage » 2001

Dans les deux cas de figure à savoir les deux définitions du chômage qui diffèrent selon que l'on prenne ou l'on ne prenne pas en compte les chômeurs en âge de travailler et ne cherchant pas à le faire, on observe que le chômage touche plus les

femmes que les hommes (l'écart est de 16 points dans le premier cas et de 6,5 points dans le second).

2-3-3- Caractéristiques du chômage féminin :

Le chômage des femmes tend à revêtir des caractéristiques tout à fait inédites. L'enquête LSMS de 1995 (15) a permis d'évaluer la proportion des femmes en chômage selon leur situation antérieure. Si la majorité des femmes en chômage étaient étudiantes ou écolières (62,4%) une proportion importante est toutefois constituée des femmes au foyer qui se présentent désormais sur le marché du travail à la recherche d'un emploi. L'enquête ci-dessus mentionnée montre également qu'une femme au chômage sur 5 appartient à un ménage dans lequel il n'y a aucune personne occupée et que 42% des femmes au chômage sont membres d'un ménage qui ne comprend qu'une seule personne occupée. Cette tendance tout à fait nouvelle dans le contexte Algérien exprime très nettement l'acuité des difficultés économiques des ménages inhérentes aux réformes économiques entamées depuis le début des années 1990 et qui pousse les femmes au foyer à se porter sur le marché du travail.

III- Les inégalités devant l'emploi :

Le droit au travail pour tous comme le note un rapport de la FIDH (16) est garanti par l'article 55 de la constitution et de nombreux articles de la loi 90-11 du 21 Avril 1990 sur les rapports sociaux et hiérarchiques assurent en théorie la non discrimination. Néanmoins l'écart entre femmes et hommes en matière de participation au monde du travail est frappant (14) sur des millions de femmes en âge de travailler il n'y a aujourd'hui que 610 000 qui occupent effectivement un emploi. Et pour celles qui travaillent la promotion dans la carrière est beaucoup plus laborieuse comparativement à leur homologues masculin. En témoigne le faible pourcentage de femmes occupant des postes de direction ou des postes supérieurs, y compris dans les secteurs de la fonction publique, notamment l'éducation et la santé réputés « féminisés ». Ainsi dans le secteur de l'éducation nationale (17) le personnel féminin représente en moyenne 46,38% de l'effectif enseignant. Cette proportion atteint 49,6% dans le palier de l'école fondamentale et s'établit à près de 43% dans l'enseignement secondaire. Or s'agissant des postes de gestion administrative et pédagogique des établissements du secondaire ; les proportions sont nettement plus réduites. En effet :

Le personnel féminin représente 14% de l'effectif des intendants ; 11,3% des intendants principaux ; 13% de sous directeurs des études et 9,15% des proviseurs. Pour ce qui concerne les corps d'inspection de l'enseignement fondamental on ne compte que 24 inspectrices soit 5,6% de l'effectif du corps.

Par ailleurs on note aussi dans les dispositifs de soutien à l'emploi que l'évolution du nombre d'insertions générées par les ESIL (Emploi Salariés d'Initiative Locale) * au cours de ces dernières années (1998/2000) révèle la précarité de l'insertion féminine. En effet la part de l'insertion des femmes en ESIL est passé du 29,9% en 1997 à 41% en 1999 dans ce dispositif ou la part des contrats de travail de courte durée (moins de 6 mois) est de plus de 66% des insertions elles mêmes temporaires. Cela concerne essentiellement des femmes jeunes, généralement célibataires âgés entre 20 et 24 ans, instruites qui postulent en grand nombre pour des emplois bien que n'offrant aucune perspectives de carrières(18).

Evolution du nombre d'insertion ESIL
Par sexe (1997/2000)

Année	1997	1998	1999	2000
Insertion total (ESIL)	181,2	152,9	157,5	145,4
Insertion féminine	54,2	53,2	64,6	56,8
Part insertion féminine (%)	29,9	34,8	41	39,1

Source : ministère du travail et de la protection sociale Alger 2001

Ces quelques éléments éclairent à la fois sur le rapport des femmes à l'emploi et sur l'image sociale dominante de la femme travailleuse. Ainsi malgré des dispositions législatives et réglementaires très favorables au travail des femmes, il en demeure pas moins que l'emploi féminin est loin d'être ce qu'il « devrait être » compte tenu du poids des femmes dans la société que ce soit en nombre ou en qualité en tant que capital humain (les femmes sont de plus en plus instruites ; elles investissent en nombre certaines filières longtemps réservées aux garçons comme le génie civil ou mécanique, la navigation aérienne...). Donc il existe des formes de marginalisation qu'on ne saurait objectivement expliquer comme en témoigne l'accès aux hauts fonctions de représentation ou de gestion. La comparaison avec les pays voisins mais aussi avec l'Iran à titre d'exemple est très illustrative (voir tableau suivant).

Taux de féminisation des hautes fonction
Représentatives ou de gestion

Proportion de femmes %	Algérie	Maroc	Tunisie	Iran
Parlementaire	3,2	07	6,7	4,9
Cadres supérieurs et de direction	5,9	25,6	12,7	3,5
Encadrement et fonctionnement technique	27,6	31,3	35,6	32,6

Source : RMDH. 1998

* les emplois ESIL sont des emplois d'utilité publique, pris en charge par les directions à l'emploi des jeunes et rémunérées à un taux de 2800 DA/mois \cong 40 euros.

Conclusion :

Au terme de cet exposé sur l'activité féminine en Algérie, lequel exposé est loin d'être exhaustif (peut-on l'être dans un tel domaine où les études détaillées sont quasiment inexistantes) nous pouvons affirmer et c'est là une réponse à la question que nous avons formulé au commencement, que l'activité féminine se développe sérieusement dans le pays. Elle demeure certes encore très faible en comparaison internationale mais elle se développe à un rythme élevé comme l'atteste les données statistiques disponibles (toutes sources confondues). Ce développement semble manifestement s'inscrire dans la durée dans la mesure où il est la conséquence de transformations structurelles importantes. Il s'agit en l'occurrence des effets de la scolarisation et de l'instruction quasiment généralisée des jeunes filles Algériennes ainsi que de la baisse de la fécondité et donc une charge moins lourde représentée par un nombre moins élevé d'enfants à élever. Ces facteurs comme nous l'avons déjà relevé sont à la base de la généralisation de l'activité féminine dans les pays développés.

Les facteurs économiques (chômage des chefs de ménages, pauvreté, revenu insuffisant...) peuvent certainement être invoqués comme éléments explicatifs du mouvement des femmes vers le marché du travail en quête d'emploi rémunérés. Mais ce qui est fondamental ce sont bien les transformations structurelles ci-dessus évoquées qui semblent au demeurant irréversibles. L'activité féminine ne peut dans ce cas que se développer dans la mesure où de nombreuses barrières psychologiques d'ordre culturelles et sociologiques se sont estompées. Certes il existe très peu d'études pour l'attester mais le vécu familial dont tout un chacun peut en témoigner permet de l'affirmer. On assiste incontestablement comme le note C. HADJAJ (19) à « un véritable mouvement de femme pour exister ». Les transformations qui s'opèrent de ce fait sur les structures familiales induisent conséquemment un « nouvel équilibre au sein des familles préfigurant un changement profond dans un environnement culturel stable, la mixité et l'école y ayant largement contribué. Concrètement le chef de famille décide de moins en moins seul de sa vie professionnelle du travail de son conjoint ou du budget familial(20). C'est ce qui nous pousse à affirmer que l'activité féminine est désormais consacrée en Algérie même si elle est encore loin d'être « normalisée » à l'instar des sociétés occidentales.

BIBLIOGRAPHIE :

- (1) CNES : « Rapport sur le développement humain 2000 » Alger 2000
- (2) D. SARI : « L'après ajustement structurel : un appauvrissement périlleux »
El Wattan 28/29/30-09-1998
- (3)
- (4) N. DEKKAR; H. KHALDOUN; L. LAMRI; L. BOUMGHAR: « La démographie Algérienne face aux grands questions de société »
CENEAP – Alger 1999
- (5) ONS : « Enquête nationale sur les dépenses des ménages 2000 »
- (6) ONS : « Données statistiques » n°326
- (7) Déclaration du ministère du travail et de la protection sociale (de l'Europe) reprise par la presse nationale.
Cf. El Wattan du 25/07/1998
- (8) ONS : « Enquête nationale sur les dépenses des ménages » op. cité
- (9) M. BOURAYOU ; R. BELHADI « Islam, législation et démographie en Algérie »
CENEAP - 1997
- (10) BOUTALEB KOUIDER : « Le marché du travail en Algérie : le poids de l'emploi informel »
revue Economie et Management n°1 Mars 2002- Tlemcen
- (11) Rapport des services de la présidence de la république sur « La lutte contre le chômage » compte rendu dans le quotidien « La nouvelle tribune »
1^{er} Oct.2000
- (12) Selon l'estimation du CNES.
- (13) ONS : « Données statistiques » n° 326 (2000)
- (14) CENEAP : Enquête ménage 2001 Alger
- (15) Cité dans le rapport CNES sur l'ajustement structurel. Alger 1999
- (16) F.I.D.H : « rapport alternatif de la FIDH au rapport initial présenté par l'Algérie au comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes » Février 1999.
- (17) Données du ministère de l'éducation nationale reprises dans le rapport du CNES sur le développement humain 2000.
- (18) « Islam, législation et Démographie en Algérie » op. cité
- (19) cité par « G. MOUFFOK : « Maturité désenchantée pour une Algérie quadragénaire » le Monde diplomatique
- (20) CNES : rapport sur « le regard sur l'exclusion sociale » Alger 2000.